

LA PRESSE

Le Canada et le Moyen-Orient

Le calendrier d'avril trouve M. Joe Clark, ministre des Relations extérieures, dans quelques pays du Moyen-Orient. Voyage aux objectifs modestes, sans doute, qui comprend des étapes en Jordanie, en Arabie Saoudite, en Égypte et en Israël. Rien de ce qui pourrait ressembler à une grande mission de paix, à la diplomatie des petits pas et des navettes sans fin, illustrées naguère par Henry Kissinger.

Lors de son discours prononcé à la tribune des Nations unies en septembre dernier, M. Clark n'avait fait qu'une allusion au Moyen-Orient, dans une vaste revue des questions les plus pressantes qui sollicitent l'attention.

Mais, dans un document préparatoire à l'examen de la politique étrangère du Canada, entrepris par une commission parlementaire, le ministère consacre une grande page au Moyen-Orient. Y sont rappelées des positions qui n'ont pas beaucoup changé depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, auquel appartient Joe Clark.

Ce qui n'a pas changé non plus, précise M. Clark en conférence de presse, c'est la position canadienne vis-à-vis de l'OLP. Ce que veut dire vraisemblablement M. Clark, c'est que son pays reconnaît que l'OLP bénéficie d'un soutien important au sein du peuple palestinien. Réalité qui en fera un interlocuteur nécessaire le jour où, pour reprendre les termes du voyageur, «la centrale palestinienne rejettera la violence et (consentira) à reconnaître l'intégrité territoriale d'Israël».

(Le dossier serait incomplet, si on s'abstenait de noter que, dans une grande annonce publiée dans le New York Times du 31 mars, l'OLP donne son accord conditionnel à la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, résolution sur laquelle le Canada, sous la signature de M. Clark, affirme fonder sa politique au Moyen-Orient.)

M. Clark s'est exprimé à Amman, au moment où l'OLP, depuis l'échec en février des négociations avec le roi Hussein, maintient un profil plutôt bas. L'OLP semble n'attendre plus rien de personne. L'Amérique a déçu les Palestiniens et le délégué canadien est sans doute trop conscient des limites de ses moyens et de ceux de son pays pour compter relancer les négociations.

La visite officielle comporte un arrêt assez prolongé au Caire. Il n'était pas assuré hier que le visiteur obtienne une entrevue du président Mubarak. S'il parle au président de l'Égypte, le délégué canadien découvrira un personnage préoccupé, mais surtout soucieux de paix.

L'Égypte a besoin de paix pour alléger le fardeau de ses difficultés financières. Or, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, cette paix est menacée.

M. Clark se trouve dans la capitale égyptienne au moment où s'ouvre le procès des mutins de la police, qui ont tenté de tout «casser» à la fin de février. Révolte des mal-payés que l'armée a matée et à qui son dévouement à l'ordre a valu un supplément de prestige.

Le terrorisme et ses contre-coups n'épargnent pas l'Égypte, comme l'ont prouvé l'affaire de l'*Achille Lauro* et la fin désastreuse du Boeing égyptien détourné sur Malte en novembre dernier.

L'Égypte doit épisodiquement résister aux tentatives américaines de la pousser à intervenir contre la Libye. «L'Égypte ne prendra jamais les armes contre un autre pays arabe, même si ce pays est une Libye qui ne perd jamais l'occasion de se mêler des affaires intérieures (de l'Égypte) et cherche par toutes les manières possibles à nuire à ses intérêts économiques.» (Le quotidien officiel *Al Ahram* du 1er avril.)

Guy CORMIER